



300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3020 - LUNDI 18 SEPTEMBRE 2017

CRISE LIBYENNE

Le maréchal Khalifa Haftar salue la médiation de l'UA

« Nous avons de la considération pour la médiation de l'UA et nous voulons qu'elle réussisse dans cette voie, car nous combattons le terrorisme qui constitue une menace dans notre pays et dans le monde entier », a déclaré le maréchal Khalifa Haftar à l'issue de l'entretien qu'il a eu à Brazzaville, le 16 septembre, avec le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Gusso, président du comité de haut niveau de l'Union Africaine sur la

Libye. Le séjour dans la capitale congolaise de l'un des principaux protagonistes de la crise libyenne est une avancée dans la recherche de solution au conflit qui déchire la Libye depuis la mort du colonel Mouammar Kadhafi, en 2011. Pour rappel, le maréchal Khalifa Haftar s'était fait représenter à la 4ème réunion du comité de haut niveau sur la Libye tenue le 9 septembre à Brazzaville.

Page 7



Khalifa Haftar reçu par Denis Sassou N'Gusso

RENTREE PARLEMENTAIRE

Cap sur l'organisation des élections !



Compilation des résultats dans un bureau de vote à Kinshasa

Les présidents des deux chambres législatives ont, à l'occasion de la rentrée parlementaire le 15 septembre, exhorté la Céni à s'acquitter de son devoir républicain, celui de publier de toute urgence « un calendrier électoral acceptable par tous ». Députés et sénateurs ont pris l'engagement

de mettre les bouchées doubles pour doter la Céni de l'arsenal législatif dont elle a besoin pour parfaire le processus électoral. Outre le projet de loi modifiant et complétant la loi électorale, l'adoption de la loi organique sur le Conseil national de suivi de l'accord ainsi que le vote du projet de

loi portant répartition des sièges par circonscription électorale en vue des élections législatives et provinciales feront l'objet d'un examen prioritaire au cours de la présente session par essence budgétaire.

Page 2

TERRITOIRE DE GUNGU

Willy Makiashi invite sa base à s'enrôler massivement

Le vice-Premier ministre honoraire chargé de l'Emploi, Travail et Prévoyance sociale a obtenu sa carte d'électeur le 30 août à Gungu (province du Kwilu) en présence d'une foule en liesse qui garde encore en mémoire ses innombrables réalisations dans ce coin du pays. Saisissant l'opportunité, Willy Makiashi a rassuré les siens sur la poursuite sans encombre du processus électoral qui constitue une de grandes préoccupations du chef de l'Etat, Joseph Kabila Kabange.

Pour l'heure, a-t-il fait savoir, l'attention générale reste focalisée autour de la publication imminente du calendrier électoral qui donnera des indications claires sur les échéances électorales à venir. Exercice auquel la centrale électorale va s'employer dans les prochains jours, a-t-il noté.

Page 3



Radio O

CLASSEMENT-FIFA

La RDC dégringole de la 28^e à la 42^e position en septembre

Page 5

TROISIÈME DIALOGUE

L'opposition radicale dit niet !



Félix Tshisekedi

Dans un récent communiqué signé par Félix Tshisekedi, la frange la plus radicale de l'opposition exclut l'idée d'un éventuel nouveau dialogue avec le président Joseph Kabila qui, d'après elle, ne constitue plus un interlocuteur crédible pour avoir sabordé l'accord de la Saint-Sylvestre et bloqué délibérément le processus électoral. Dans l'entendement du leader du Rassemblement/Limete, il aura perdu, de ce fait, toute la légitimité que seul l'accord du 31 décembre lui confèrait.

Page 2

TROISIÈME DIALOGUE

L'opposition radicale dit niet !

Dans un communiqué signé par Félix Tshisekedi, la frange la plus radicale de l'opposition exclut l'idée d'un éventuel nouveau dialogue avec le président Joseph Kabila qui, d'après elle, ne constitue plus un interlocuteur crédible pour avoir sabordé l'accord de la Saint-Sylvestre.

L'idée d'un troisième dialogue politique fait du chemin. Pré-

logue censé redéfinir les conditions d'une transition apaisée censée déboucher sur la tenue des élections générales.

À Limete, on s'étonne que le Rassop soit cité dans ces tractations alors ses cadres sont restés dans la logique de réfus de toute initiative qui viserait à accorder un sursis à Joseph Kabila. « C'est lui qui a délibérément bloqué le processus électoral et sabordé l'accord

prévaloir de la qualité du président de la République démocratique du Congo ».

Autrement dit, le processus prévu par l'accord de la Saint-Sylvestre doit se poursuivre mais sans Joseph Kabila - qui n'est plus un interlocuteur crédible - et ce, jusqu'à la tenue des élections crédibles avant la fin de cette année. Foi de l'opposant qui ajoute : « La seule et l'unique priorité du Rassemblement reste



Félix Tshisekedi

ciement dans l'obscurité de certaines officines qui cherchent à en tirer profit comme lors des deux précédentes concertations politiques. Cette fois-ci, des voix se font à peine entendre pour soutenir cette approche qui, visiblement, a du mal à passer dans le microcosme politique congolais. En tout cas, au Rassemblement de l'opposition (aile Limete), la frange la plus radicale de l'opposition, on en veut pas du tout. Et pourtant, la rumeur publique avait récemment fait état des conciliabules entre cette aile du Rassemblement, la société civile et la majorité dans l'optique d'un troisième dia-

logue censé redéfinir les conditions d'une transition apaisée censée déboucher sur la tenue des élections générales. À Limete, on s'étonne que le Rassop soit cité dans ces tractations alors ses cadres sont restés dans la logique de réfus de toute initiative qui viserait à accorder un sursis à Joseph Kabila. « C'est lui qui a délibérément bloqué le processus électoral et sabordé l'accord de la Saint-Sylvestre. Il a, de ce fait, perdu toute la légitimité que seul l'accord du 31 décembre lui conférerait. De la sorte, soutient Félix Tshisekedi, « il ne peut plus en aucune manière se

et demeure la tenue de la présidentielle en décembre 2017, comme prévu dans l'accord politique du 31 décembre 2016 ». Curieusement, la thèse du Rassop/Limete a trouvé du répondant à la majorité présidentielle qui soutient que le plus important aujourd'hui pour le peuple congolais est le respect de l'accord de la Saint-Sylvestre. « Il faut appliquer l'accord et tous les signataires sont tenus à le faire », avait déclaré il y a quelques jours Alain-Atundu, porte-parole de la majorité présidentielle, tout en rejetant l'offre d'une transition sans Kabila qui, à ses yeux, passe pour un putsch.

Alain Diasso

RENTRÉE PARLEMENTAIRE

Cap sur l'organisation des élections !

Les présidents des deux chambres législatives ont, à l'occasion de la rentrée parlementaire le 15 septembre, exhorté la Céni à s'acquitter de son devoir républicain, celui de publier de toute urgence un calendrier électoral acceptable par tous.

La session parlementaire ouverte vendredi au Palais du peuple est théoriquement la toute dernière si l'on s'en tient à l'accord du 31 décembre 2016 qui prévoit des élections à la fin de cette année 2017. Logiquement, députés et sénateurs devront mettre les bouchées doubles pour doter la Céni de l'arsenal législatif dont elle a besoin pour parfaire le processus électoral. D'où l'intérêt de la présente session budgétaire qui, au-delà de l'examen du projet de loi sur la reddition des comptes ainsi que celui des finances portant exercice 2018, est tenue de se plier aux exigences d'ordre électoral au regard des enjeux politiques de l'heure. Nul n'ignore, en effet, que ladite session parlementaire s'ouvre dans un contexte politique particulier marqué notamment par la poursuite de la mise en œuvre de l'accord de la Saint-Sylvestre dans la perspective de l'organisation des élections démocratiques d'ici fin 2017 selon le délai fixé par les signataires.

D'où l'emphase mise par les présidents des deux chambres législatives dans leurs discours d'ouverture respectifs sur la nécessité d'aller aux élections sur, comme l'a déclaré Aubin Minaku, restent « la seule issue viable pour sauver notre jeune démocratie ». Pour y parvenir, il y a un certain nombre des préalables que les députés devront satisfaire en commençant par l'examen et l'adoption de la loi organique sur le Conseil national de suivi de l'accord (CNSA). À ce sujet, le président de l'Assemblée nationale a indiqué que face au retard pris dans la transmission de ce texte de loi par le gouvernement, le député Grégoire Mirindi Carhangabo avait pris le devant en déposant depuis avril 2017 auprès du bureau de son institution une proposition de loi portant institution, composition, attribution, organisation et fon-

ctionnement du CNSA. Ce document avait été envoyé au gouvernement pour observations et pourrait faire l'objet des discussions en urgence en plénière.

S'agissant du projet de loi modifiant et complétant la loi électorale conformément aux engagements pris dans le cadre de l'accord politique et global du 31 décembre, il fera l'objet d'un examen au cours de la présente session « pourvu que le texte soit déposé par le gouvernement dans les délais requis », a toutefois précisé Aubin Minaku. Dans la foulée, la Céni qui a déjà enrôlé près de 42 millions d'électeurs (soit 98%) est exhortée à publier le calendrier électoral au terme de ce processus éminemment technique. En appoint, le Parlement s'emploiera à accorder toute la diligence voulue à l'examen et au vote du projet de loi portant répartition des sièges par circonscription électorale en vue des élections législatives et provinciales. La publication du calendrier électoral aura le mérite de rassurer les uns et les autres quant à la tenue des élections par la définition d'un chronogramme clair assorti des échéances précises. Aujourd'hui plus qu'hier, rien théoriquement ne peut empêcher la centrale électorale de publier ce chronogramme électoral qui ne tient plus qu'à l'enrôlement des électeurs dans le Grand Kasai, la dernière étape restante. En dehors de ces prévisions électorales, il paraît hasardeux à ce stade d'avancer une quelconque date pour l'organisation des élections générales, Aubin Minaku s'étant contenté d'évoquer un « délai accepté, sans précipitation inconsidérée ». Dans son entendement, il y a lieu pour la Céni de concilier judicieusement les précisions d'ordre temporel et les contraintes d'ordre technique tout en proscrivant les lenteurs excessives. Et d'ailleurs, le vice-président de la Céni Norbert Basengezi a indiqué récemment que le calendrier électoral sera fait très bientôt dès le retour du président de la République qui prend part aux travaux de l'Assemblée générale des Nations unies qui se tiennent à New York.

Alain Diasso

ADIAC

Le courrier de Kinshasa, une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila

Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni MAssela
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Comptabilité et administration : Lino-Lukombo

Caisse : Blandine Kalonji
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, Avenue du port, immeuble Forescom, 1er niveau, commune de la Gombe - Kinshasa / RDC
Tél. (+243) 015 166 200

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Campoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordnatrice, Relations publiques :

Adrienne Londole

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE

(INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Guillaume Pigasse

Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo

Chef de service préresse : Eudes Banzouzi

Gestion des stocks : Elvy Bombete

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole

Biantomba, Epiphanie Mozali

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.

Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepechesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /

Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

TERRITOIRE DE GUNGU

Willy Makiashi exhorte sa base à s'enrôler massivement

De passage récent dans son patelin de Gungu (province du Kwilu), le vice-Premier ministre honoraire a rassuré les siens sur la poursuite sans encombre du processus électoral qui constitue une de grandes préoccupations du chef de l'État, Joseph Kabila Kabange.

Un retour aux sources. C'est le moins qu'on puisse dire de la tournée que vient d'effectuer le vice-Premier ministre honoraire chargé de l'Emploi, Travail et Prévoyance Sociale, Willy Makiashi, dans son bled de Gungu. Un déplacement qui valait bien la chandelle. Porté en triomphe par une population qui garde encore en mémoire ses innombrables réalisations, ce cadre du Palu était bien dans son élément le 30 août lorsqu'il a mis pied dans son terroir. Au Centre d'inscription Saint-Augustin de l'Institut Njinga de la commune rurale de Gungu où il est allé se faire enrôler, l'hystérie se disputait à l'exubérance pour donner la mesure de ce qui avait pris, par la force des choses, les contours d'un événement. Encadré par une foule compacte, celui qu'on appelle affectueusement ici « Phingwa y'Etou » avait ravalé à pied une bonne distance, de l'entrée du territoire au Centre d'inscription de la Ceni, contraint de satisfaire une demande pressante de sa base qui tenait à communier en live avec son leader. Le rituel auquel se livrent



Willy Makias

désormais des acteurs politiques lors de leur enrôlement aura pris à Gungu les allures d'un véritable plébiscite pour l'ancien VPM. L'accueil délirant qui lui a été réservé était au-delà des prévisions. Tout y était pour mettre du piquant à la croisade de près d'une heure à laquelle s'est livré Willy Makiashi. Exercice certes laborieux mais qui lui a permis de réaliser son degré d'enracinement sur une communauté locale obnubilée par ses faits et gestes. Une fois à l'intérieur du bureau de la Ceni, Willy Makiashi a été accueilli par les agents électoraux commis sur ce site. Il a rempli toutes les formalités d'usage en passant par toutes les étapes requises, du remplissage de la fiche signalétique à l'ob-

tention de la carte d'électeur en passant par la capture et la prise d'empreinte digitale. C'est sous un flot d'applaudissements qu'il a exhibé sa carte devant une foule en liesse qui l'attendait dehors. L'occasion était belle pour l'ex-VPM d'éclairer la lanterne de sa base en rapport avec les enjeux politiques de l'heure avec, à la clé, les soubresauts qui émaillent le déroulement du processus électoral sur fond de fortunes diverses. Après avoir explicité la portée civique de l'acte qu'il venait de poser, le VPM honoraire a rassuré son auditoire improvisé quant à la poursuite sans encombre du processus électoral qui constitue, du reste, une de grandes préoccupations du chef de l'État, Joseph Kabila Kabange. Il n'a pas manqué de transmettre aux habitants

de Gungu les salutations de ce dernier et du patriarche Antoine Gizenga tout en les invitant à s'enrôler massivement et à cultiver la paix dans leurs milieux de vie. Pour l'heure, a-t-il fait savoir, l'attention générale reste focalisée autour de la publication imminente du calendrier électoral qui donnera des indications claires sur les échéances électorales à venir. Exercice auquel la centrale électorale va s'employer dans les prochains jours, a-t-il noté.

Évoquant les problèmes sociaux et économiques auxquels sont confrontés de manière récurrente les habitants de Gungu, Willy Makiashi a, en reconnaissance au soutien indéfectible qu'ils lui ont toujours témoigné à chacun de ses passages, décrété séance te-

nante la lutte contre la paille dans toutes les écoles du territoire. La remise symbolique de quelques tôles aux établissements concernés aura donné le go de la campagne, quitte à poursuivre le processus en vue d'une couverture plus large. Fils du terroir, Willy Makiashi n'a pas manqué de poser quelques actions d'éclat lors de sa tournée à Gungu à l'image de l'inauguration du complexe administratif de Khondo, de la pause de la première pierre de la station service de Mukedi (qu'il a personnellement financé avec l'accompagnement du président de la République Joseph Kabila), de la visite du bac Kitala (Lwange Luhelo), etc. Dans la foulée de sa visite à Gungu, le VPM honoraire en a profité pour accorder une série d'audiences aux notabilités mais aussi aux représentants des différentes couches sociales pour se faire une réelle conviction sur les réalités locales.

Tournée réussie donc pour ce cadre du Palu qui vient de glaner quelques points en se confirmant comme le leader incontesté de ce coin de la République. Sur les douze secteurs que compte le territoire de Gungu, il en a visité six (Gungu, Kandale, Khondo, Lozo, Kilembe et Ngudi), soit près de soixante-dix villages en dix jours avec, pour point d'orgue, Kiefu (le village natal du Patriarche Antoine Gizenga).

Alain Diasso

RELIGION

Le nonce dénonce un «Etat prédateur de son peuple»

Le nonce apostolique en République démocratique du Congo a dénoncé «un Etat prédateur de son peuple» dans un entretien reproduit jeudi par plusieurs médias congolais, dans lequel il confirme que le pape ne se rendra pas à Kinshasa avant la tenue d'élection pour éviter tout «risque de manipulation».

Le pape François «est attristé par une certaine distance que l'on perçoit entre la classe politique et son peuple», a déclaré le nonce, Mgr Luis Mariano Montemayor, à la radio onusienne Okapi, de retour d'une visite de cinq jours dans la région troublée du Kasai. «Ce n'est pas une critique qu'on peut faire seulement à l'État. L'État (congolais) a une tradition d'État prédateur de son peuple», a-t-il ajouté dans cet entretien reproduit jeudi par plusieurs journaux congolais. «Pourquoi le pape a parlé plus que la classe dirigeante kasaienne sur le problème du Kasai ?», s'interroge le nonce. La non-

ciature a été la première à donner le bilan de quelque 3 000 victimes dans le Kasai, qui subit depuis un an des

affrontements entre forces de sécurité et milices Kamuina Nsapu, du nom d'un chef traditionnel tué en août

2016.

Argentin comme le pape François, le nonce a confirmé que le souverain



Mgr Luis Mariano Montemayor, nonce apostolique en RDC

pontife conditionnait «évidemment» un voyage en RDC à l'organisation d'élections. «Avant ça, [il y a] risque de manipulation, d'exploitation de la visite du saint père. Soit pour dire qu'il appuie la continuation du gouvernement illégitime. Soit pour ceux qui [...] espèrent expulser le régime en fonction des mouvements populaires», a-t-il développé. La RDC traverse une crise politique liée au maintien au pouvoir de M. Kabila dont le deuxième mandat a pris fin le 20 décembre 2016. La Constitution lui interdit de se représenter.

Très influente en RDC, l'Eglise catholique a parrainé le 31 décembre 2016 un accord pouvoir-opposition prévoyant des élections avant fin 2017. Mais aucun calendrier électoral n'a encore été publié et la RDC se trouve toujours dans une impasse politique. L'opposition demande le départ de M. Kabila et la publication d'un calendrier électoral.

AFP

SCIENCES

Le Congolais Jonathan Esole lauréat du NEF

Le scientifique congolais, qui a été professeur assistant à la prestigieuse université Harvard, fait partie des 16 lauréats de la deuxième édition de cette initiative de l'Institut africain des sciences mathématiques (AIMS) en partenariat avec la fondation Robert Bosch, qui met en avant les travaux scientifiques originaires de tout le continent.

Les 16 scientifiques dont 6 femmes, lauréats du Next Einstein Forum (NEF), ont été présentés le 12 septembre. Ces lauréats sont des porteurs de solutions innovantes dans leurs domaines respectifs et sont tous âgés de moins de 42 ans. Ils se réuniront du 26 au 28 mars 2018 à Kigali au Rwanda à l'occasion d'une rencontre internationale où ils présenteront leurs recherches de pointe en énergies renouvelables, nanomatériaux, nanotechnologie, sécurité alimentaire, médecine régénérative, systèmes cognitifs relatifs aux Fin Tech, à la cosmologie, séismologie, etc. « *Je suis heureux d'annoncer que j'ai été nommé comme Next Einstein Fellow. Cela me donnera l'occasion d'opérer des changements positifs en Afrique. Merci à mon réseau et c'est l'occasion de rencontrer des gens impressionnants qui souhaitent également faire de l'Afrique une véritable mère pour tous ses enfants. Félicitations à tous les autres nouveaux membres et merci à tous pour votre soutien constant !* », a fait savoir Jonathan Esole sur sa page Facebook.

Le meilleur élève de sa génération

Né à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), Jonathan Esole est parti en Belgique lorsqu'il avait trois ans

alors que son père poursuivait son doctorat. Après six ans, il est retourné en RDC où il a terminé ses études primaires et secondaires au Collège Boboto à Kinshasa. Lors des examens d'État (baccalauréat), il était le meilleur étudiant à Kinshasa et le deuxième dans tout le pays. Jonathan Esole a, par la suite, poursuivi ses études en Belgique en effectuant une maîtrise en sciences en mathématiques à l'Université Libre de Bruxelles où il a remporté le prix de la meilleure thèse dans les Sciences. Par la suite, il a reçu une subvention de la Fondation Philippe Wiener-Maurice Anspach pour poursuivre un certificat d'études avancées en mathématiques et en physique à l'Université de Cambridge. Il a ensuite complété son doctorat à l'Université de Leiden aux Pays-Bas. Pendant son doctorat, il a étudié à l'Université de Stanford. Il a également visité l'AIMS lors de sa première année grâce à une subvention de la Fondation Ford.

Professeur assistant à Harvard

Jonathan Esole a été boursier Marie-Curie à l'Université de Louvain, avant de bénéficier d'un poste postdoctoral à l'Université Harvard au département de physique. Jonathan Esole a ensuite intégré le département de Mathématiques de l'Université Harvard



Jonathan Esole

où il a été encadré par le professeur Shing-Tung Yau. Il a ensuite été nommé « Benjamin Pierce Fellow » (professeur assistant) au département de mathématiques de l'Université Harvard. C'est l'un des postes les plus prestigieux en mathématiques, qui dure trois années académiques. En septembre 2016, Jonathan Esole a rejoint le département de mathématiques de la Northeastern University. Ses recherches sont soutenues par une subvention de la US National Science Foundation (NSF).

La théorie des cordes

Les recherches de Jonathan Esole portent principalement sur la théorie des cordes. La théorie des

cordes est une tentative d'unifier toutes les interactions fondamentales de la nature en une théorie cohérente et élégante unique. Cette théorie a produit de nombreuses idées et idées nouvelles dans de nombreux domaines de mathématiques et a construit des ponts entre les communautés de scientifiques. Les preuves expérimentales de la théorie des cordes n'ont pas encore été établies mais elles servent de source d'inspiration aux mathématiciens. Plus précisément, Jonathan Esole étudie la géométrie des « elliptic fibrations » comme on le voit du point de vue de la théorie des cordes. Les courbes elliptiques sont quelques-uns des objets les plus anciens et les plus importants en

mathématiques avec des applications en théorie des nombres, géométrie algébrique, la cryptographie et plus encore. Les recherches de Jonathan Esole ont des applications directes pour mesurer les théories, les grandes théories unifiées et l'étude des défauts topologiques dans les théories des champs conformes. Pendant qu'il était à l'Université de Harvard, il a introduit un nouvel invariant topologique connu comme le « *orientifold Euler characteristic* », qui est maintenant utilisé quotidiennement par des physiciens travaillant dans la F-Theory. Jonathan Esole a également résolu des problèmes de supergravité insolubles depuis plus de vingt ans.

Rendre à l'Afrique

Jonathan Esole a postulé à la bourse NEF afin de rendre à l'Afrique ce qu'elle lui a donné et afin d'aider les jeunes qui pensent à avoir une carrière dans les sciences. Le scientifique congolais croit que les sciences aideront l'Afrique à occuper sa place dans le monde. Jonathan Esole a reçu de nombreux prix et subventions, dont le prix d'excellence académique (« prix d'excellence ») de l'Association des journalistes congolais pour le progrès. En 2016, il était conférencier principal à Aframath (African-American mathematics) et récemment conférencier d'un colloque à l'Université de l'Illinois à Urbana-Champaign. Jonathan Esole espère comprendre la géométrie de la théorie des cordes, qui est une porte de la gravité quantique.

Patrick Ndongidi

ASSURANCES

Nécessité d'accélérer la « libéralisation effective »

Contacté par la rédaction, un cabinet spécialisé, qui suit ce dossier depuis plusieurs années, a affirmé tout l'intérêt pour les autorités congolaises de classer cette importante réforme du système financier parmi les grandes actions à parachever à court terme pour améliorer l'accès au crédit, la véritable clef du développement économique de la RDC. Il espère un deuxième « succes story » dans le secteur financier après l'expansion fulgurante des banques au début des années 2000.

Une nouvelle échéance devrait être établie au courant de cette année, certainement le dernier trimestre de 2017, pour le démarrage des demandes d'agrément des compagnies intéressées. Dès l'enregistrement du dossier par l'organe de régulation, en l'occurrence l'Autorité de régulation et de contrôle des assurances (Arca), la compagnie agréée aura deux années pour lancer effectivement ses activités. À plein régime, l'on estime que le secteur de l'assurance devrait générer plus de 300 millions de dollars américains de recettes fiscales par an, voire 500 millions pour les projections les plus optimistes. Juste avant de lancer cette réforme, la Société nationale d'assurance (Sonas) qui exerçait à cette époque

un monopole absolu dans le secteur, avait un chiffre d'affaire estimé à seulement 80 millions de dollars américains (année 2014). Il s'agit d'un chiffre qui ne représente nullement le potentiel réel du secteur pour la simple raison qu'aucun contrôle n'était exercé sur les licences et autorisations des courtiers étrangers non enregistrés. Selon le secteur privé, plus précisément la Fédération des entreprises du Congo, la majorité des assurances était placée dans l'informel. L'on s'imagine mieux l'ampleur du manque à gagner pour le pays.

Avec la Loi 15/005 portant Code des assurances, cette faiblesse est en voie d'être ciblée rapidement. En effet, la création de l'Arca permet de promouvoir une concurrence loyale dans un

secteur capable de booster le développement économique grâce à une meilleure canalisation des investissements conséquents dans le deuxième pilier de l'écosystème financier congolais. Par ailleurs, le pays peut désormais assurer un contrôle plus rigoureux sur les courtiers qui sont, il faut le rappeler, les intermédiaires importants du secteur des assurances. L'idéal est d'avoir des compagnies agréées très actives dans les assurances obligatoires et des affaires qui seront proposées systématiquement dans les secteurs aussi stratégiques que les mines, l'industrie et même le commerce. Tout le sens du défi est de pousser les acteurs à la compétition. Avec la fin du monopole, les sociétés doivent désormais séduire leurs clients par des offres alléchantes et se battre pour les garder. Dans ce nouveau paysage des assurances en RDC, il n'y a plus de place pour les compagnies insolubles. Chacune d'entre elles doit dévoiler ses capacités : risques couverts, couverture géographique,

échéance de rentabilité, etc. L'autre impact attendu de cette réforme cruciale est plutôt social. Cependant, la multiplicité d'acteurs aura sans aucun doute des effets inexorables sur le recrutement et la formation de la main d'œuvre locale. Des opportunités intéressantes ne manqueront pas pour pousser l'expertise congolaise dans les domaines d'assurances jusque-là inexploités. Mais le vrai défi pour le pays est d'arriver à proposer enfin aux assurés congolais un service qui répond à leurs différentes attentes. Cela a manqué cruellement à ce jour. Pour toutes ces raisons et d'autres non évoquées précédemment, les experts estiment que l'assurance est véritablement une priorité pour le pays. À cet effet, ils ont invité le gouvernement central à bien prendre la mesure de la question de l'assurance dans la définition de la stratégie de développement économique de la RDC. Amorcé depuis 2005, le processus de libéralisation du marché des

assurances ne peut qu'aboutir à des résultats encourageants, du moins espèrent-ils. Pour eux, tous les ingrédients sont réunis pour faire une belle sauce. Le bon goût dépendra de la dextérité du cuisinier. Pour autant, cette réforme contribuera à apporter des réponses durables aux inquiétudes liées au faible taux de couverture des risques, à la fuite des capitaux vers l'étranger et aux difficultés d'accès à certains types de financement par manque d'assurance appropriée.

À terme, les différentes opportunités aideront le pays à se doter d'un secteur financier viable, avec les banques d'affaires spécialisées, un marché financier structuré, des institutions de micro-finances partout sur l'étendue du territoire national, les sociétés de leasing et les compagnies d'assurance, de réassurance, de mutuelle d'assurance et d'intermédiaires en assurance privées. Nous y reviendrons.

Laurent Essolomwa

CLASSEMENT-FIFA

La RDC dégringole de la 28^e à la 42^e position en septembre 2017

La Fédération internationale de football association (Fifa) a actualisé, comme à l'accoutumée, le 14 septembre son classement mensuel des pays. Il fallait s'y attendre, la RDC a dégringolé de la 28^e au mois d'août à la 42^e position en ce mois de septembre. Sur le plan africain, le pays a perdu sa deuxième place pour la quatrième.

La défaite d'un but à deux contre les Aigles de Carthage de la Tunisie, le 1^{er} septembre, au stade Radès de Tunis et le résultat d'égalité de deux buts partout au stade des Martyrs à Kinshasa en quatrième journée des éliminatoires de la Coupe du monde de football Russie 2018 ont, sans contredit, été à la base de cette perte de 14 places au classement des Léopards de la RDC. Les poulains du sélectionneur Florent Ibenge jouent les deux derniers matchs des éliminatoires contre les Chevaliers de la Méditerranée de la Libye en octobre à Mo-



Les Léopards de la RDC

nastir en Tunisie et contre le Syli national de la Guinée en novembre à Kinshasa. Ils ont l'obligation du résultat pour continuer à croire à une qualification pour la Coupe du monde et espérer naturellement un faux pas de la Tunisie.

Le Top dix africain se compose donc de l'Égypte (30^e rang mondial) qui conserve

sa pole position sur le continent devant la Tunisie (31^e rang mondial), le Sénégal (33^e rang mondial), la RDC (44^e rang mondial), le Nigeria (42^e rang mondial), le Cameroun (45^e rang mondial), le Burkina Faso (49^e rang mondial), le Ghana (52^e rang mondial), la Côte d'Ivoire (54^e rang mondial) et le Maroc (56^e rang mon-

dial). Ensuite, il y a l'Algérie (62^e rang mondial), la Guinée (65^e rang mondial), le Cap-Vert (67^e rang mondial), l'Ouganda (71^e rang mondial), le Mali (76^e rang mondial), la Zambie (78^e rang mondial), le Gabon (79^e rang mondial), l'Afrique du Sud (80^e rang mondial), la Libye (81^e rang mondial) et le Benin (88^e rang mondial)

qui se retrouve à la 20^e place en Afrique. Dans le monde, l'Allemagne championne du monde en titre et vainqueur de la Coupe de la Confédération est première devant le Brésil et le Portugal. L'Argentine est quatrième talonnée par la Belgique qui occupe la cinquième position en ce mois de septembre.

Martin Engimo

AFROBASKET 2017

La RDC s'arrête en quarts de finale face à la Tunisie

L'aventure aura toutefois été belle pour la RDC à l'Afrobasket 2017 co-organisé par le Sénégal et la Tunisie. Après dix ans d'absence, les Léopards de la RDC ont atteint les quarts de finale stoppés par les Aigles de Carthage de la Tunisie. Ils ont toutefois eu le mérite de battre les Nigériens, vainqueurs de l'édition précédente.

Après avoir suscité beaucoup d'espoir en éliminant les T-Tigers du Nigeria champions d'Afrique, les Léopards basketball de la RDC ont été battus, le 14 septembre au complexe

forces égales au premier quart-temps, 18 points chacune. À la mi-temps, la Tunisie menait par 35 points à 33 points. C'est au troisième quart-temps que la RDC a littéralement craqué



Le coach Papy Kiembe des Léopards basket entourés de ses poulains à l'Afrobasket 2017

sportif de Radès à Tunis par les Aigles de Carthage de la Tunisie sur la marque de 60 points à 81 en quarts de finale de l'Afrobasket 2017. Et pourtant, les deux équipes étaient à

pour ne plus se relever, accusant de manière inexorable un coup au moral. Certainement les amis de Myck Kabongo, Évariste Shonganya, etc. ont fait les frais de la grosse dé-

pense lors du match contre le Nigeria en dernière journée du groupe A. « Notre objectif principal était de nous qualifier pour les quarts de finale et nous l'avons atteint... Je suis content que notre pays soit de retour dans la plus grande compétition africaine, après avoir raté les quatre dernières éditions... J'ai réalisé que les meilleurs joueurs africains que je regardais à la télévision sont humains après tout... », a indiqué l'intérieur Hervé Kabasele crédité d'une moyenne de 16 points, 6.3 rebonds et 2.7 contres par match.

Après dix ans d'absence sur la scène africaine de la balle au panier, l'équipe masculine de la RDC a fait un retour assez exceptionnel. Après la défaite sur le fil, à la prolongation, face au Mali en première journée, les Léopards coachés par le coach Papy Kiembe ont été conquérants face aux Éléphants de la Côte d'Ivoire en deuxième journée par 81 points à 60, avant de faire sensation en dominant le Nigeria par 83 points à 77. Ils s'arrêtent donc en demi-finale face aux Aigles de Carthage évoluant à domicile sous le coaching du technicien portugais Mario Palma.

M.E.



LE COURRIER DE KINSHASA

www.lesdepechesdebrazzaville.com

BON PLAN!

RECRUTEMENT



Distribuez nos produits & Gagnez de l'argent

FILLES JEUNES ET DYNAMIQUES
rejoignez notre équipe marketing

+243.856.43.6723

immeuble ex FORESCOM, 1er niveau
Avenue des Douanes n°4
Kinshasa, Gombe - RDC

CENTRAFRIQUE

Des groupes armés de retour au gouvernement

Au nom de la réconciliation, le président Faustin-Archange Touadéra a annoncé l'entrée au gouvernement des proches des milices, alors que ces groupes sont encore actifs.

La Centrafrique est majoritairement sous la coupe de groupes armés, jusque-là absents du gouvernement du président Touadéra, élu en 2016 sous l'égide de la France et des Nations unies. Ce nouveau gouvernement fait donc une place à des « éléments en provenance de l'ancien pouvoir » pro-musulman de Djotodia.

Plusieurs fois, Faustin-Archange Touadéra a martelé que la justice sera « implacable » envers les responsables d'exactions. Mais parmi les 34 ministres qu'il a nommés dans le deuxième gouvernement de son quinquennat, contre 23 auparavant, plusieurs sont des représentants de ces mêmes groupes armés, qui se battent pour le contrôle des ressources naturelles. Selon un décompte de l'ONG Acléd, leurs violences ont fait, à la date du 5 août, 1.145 morts depuis le début de l'année 2017, souvent des civils.

Le gouvernement centrafricain met en avant sa volonté de ré-

conciliation. « Pour moi, ce sont des Centrafricains », désamorce le chef reconduit du nouveau gouvernement, Mathieu Simplicie Sarandji. Parmi ces ministres, figurent des représentants de milices ex-Séléka, comme Lambert Mokove Lissane, ex-porte-parole du FPRC (Eaux et Forêts), ainsi que le chef de file du RPRC

« Pour moi, ce sont des Centrafricains »

et neveu de l'ancien président Michel Djotodia, Gontran Djono Ahaba (Energie). Les anti-Balaka n'ont pas été en reste, avec Jean-Alexandre Dedet, proche de la tendance Mokom, nommé au Secrétariat du gouvernement, et Jacob Mokpem Bionli, promu ministre de la Culture et du Tourisme.

Ces nominations « envoient un message dangereux : les stra-

tégies violentes sont récompensées, ce qui risque d'alimenter de nouvelles vagues meurtrières », estime Nathalia Dukhan, spécialiste de la Centrafrique au sein du think-tank Enough Project. Par contre, un membre éminent du nouveau gouvernement, sous-couvert d'anonymat, affirme : « c'est une main tendue du pouvoir aux groupes armés, et particulièrement au FPRC ». Ce remaniement intervient alors qu'une Cour Pénale Spéciale (CPS) doit bientôt commencer à instruire les nombreux crimes contre l'humanité et les crimes de guerre commis en Centrafrique depuis 2003. Dans ce contexte, la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH) a déclaré que « le dialogue politique nécessaire à la sortie de la crise ne doit en aucun cas empêcher la bonne marche de la justice et la lutte contre l'impunité à laquelle s'est engagé le président Touadéra ».

Josiane Mambou Loukoula

LIBYE

Le mandat de la mission de l'ONU prorogé d'un an

Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé mercredi de proroger jusqu'au 15 septembre 2018 le mandat de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL), laquelle sera chargée de mener des activités de médiation et des missions de bons offices.

En adoptant à l'unanimité la résolution 2376 (2017), le Conseil de sécurité rappelle que la MANUL est une mission politique spéciale intégrée, qui doit appuyer « un processus politique ouvert à tous dans le cadre de l'Accord politique libyen, la poursuite de la mise en œuvre de cet Accord, le renforcement des dispositions du gouvernement d'entente nationale en matière de gouvernance, de sécurité et d'économie et les étapes ultérieures de la transition libyenne ».

La MANUL devra également, « sous réserve des contraintes opérationnelles et des conditions de sécurité », assister les institutions libyennes, appuyer l'acheminement de l'aide humanitaire, rendre compte de la situation des droits de l'homme, lutter contre leur prolifé-

tion des armes, coordonner l'assistance internationale et appuyer le gouvernement d'entente nationale dans son action de stabilisation de zones sortant du conflit.

Afin de mettre en œuvre ces tâches, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a été prié d'élaborer une série d'objectifs détaillés et de rendre compte dans ses rapports périodiques des progrès accomplis dans leur réalisation.

Par ailleurs, le Conseil a accueilli avec satisfaction les recommandations formulées par le secrétaire général dans son évaluation stratégique pour la MANUL, menée entre février et juillet dernier, et dont le secrétaire général a rendu compte dans son rapport présenté et discuté au Conseil le 28 août.

Ces recommandations visent à mettre en œuvre une stratégie politique globale et à « assurer une plus grande intégration et coordination stratégique » de la MANUL et des agences onusiennes sur place, afin de soutenir l'action menée sous la conduite du gouvernement d'entente nationale en vue de la stabilisation de la Libye.

Yvette Reine Nzaba

BRÈVES

KENYA

Un audit du système électronique utilisé pour compter les votes, lors du scrutin présidentiel kényan invalidé, a prouvé qu'aucune donnée n'a été manipulée ou piratée. La Cour suprême du Kenya, saisie par l'opposition, avait contre toute attente ordonné la tenue d'une nouvelle élection présidentielle, estimant que des « illégalités et irrégularités (avaient) affecté l'intégrité » du scrutin. L'opposition, elle, avait affirmé que le système de transmission des résultats avait été piraté, et que ceux émanant des bureaux de vote avaient été modifiés électroniquement en faveur de Uhuru Kenyatta. Ce qu'avait contesté l'entreprise française OT Morpho, qui avait fourni à la Commission électorale kényane le système de transmission des résultats.

NIGER

Au moins 54 personnes sont mortes au Niger après des inondations provoquées par les pluies torrentielles qui s'abattent depuis juin sur ce pays désertique. Ce nouveau bilan précise que les intempéries ont affecté plus de 195.000 personnes dans 27.617 ménages dans le pays. 11.311 maisons ont été détruites, 16.048 têtes de bétail ont péri et 12.505 hectares de cultures ont été engloutis par les eaux. Un précédent bilan onusien publié le 14 septembre, faisait état de 50 morts et 117.644 sinistrés, principalement à Niamey, la capitale, et dans les régions de Dosso (sud), Tillabéri (ouest), Maradi et Zinder (centre-sud).

NIGÉRIA

La Civilian Joint Task Force (CJTF), la milice qui lutte contre le groupe jihadiste Boko Haram aux côtés de l'armée dans le nord-est du Nigeria, s'est engagée à ne plus recruter ni utiliser d'enfants. Selon le rapport annuel de l'ONU sur les enfants et les conflits armés, publié en mai, 228 enfants, dont certains de moins de neuf ans, travaillaient pour la CJTF. Ils fournissaient notamment des renseignements ou assistaient les miliciens dans les patrouilles nocturnes ou aux points de contrôle. La milice a promis de ne plus recruter ni utiliser d'enfants, mais aussi de libérer tout mineur travaillant actuellement sous ses ordres. Depuis 2014, un total de 125 enfants ont été utilisés comme kamikazes. Selon l'ONU, au moins 3.900 enfants ont été tués et 7.300 autres blessés dans le nord-est du Nigeria entre janvier 2013 et décembre 2016.

RCA

L'ONG Aids Free World a accusé, dans un nouveau rapport, la Minusca de violences sexuelles. Ce rapport présente la compilation de 14 cas d'allégations d'abus sexuels commis par les Casques bleus de neuf contingents différents. Ils démontrent, selon l'ONG, la mauvaise volonté de l'ONU à voir aboutir ces enquêtes. La Minusca a réagi le 15 septembre. Elle promet d'examiner ce rapport et pointe aussi le rôle des pays contributeurs dans la qualité des enquêtes. Sur le plan légal, les Casques bleus dépendent de la justice de leur pays, et en cas d'accusations, l'ONU se charge des premières vérifications avant d'éventuellement renvoyer les dossiers aux autorités compétentes pour de plus amples investigations.

Josiane Mambou Loukoula et AFP



KAUF UNIVERSITY COLLEGE

ACCRA, GHANA.
ACCREDITÉE PAR LE NATIONAL ACCREDITATION BOARD (NAB)
AFFILIÉE À L'UNIVERSITÉ DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES KWAME NKRUMAH (KNUST)
KUMASI.
INSTITUT DE GESTION ET ADMINISTRATION PUBLIC (GIMPA) ACCRA.
UNIVERSITÉ DES ÉTUDES DE DÉVELOPPEMENT (UDS) TAMALE.

APPRENEZ L' ANGLAIS EN PEU TEMPS ET INTEGREZ

**CONFÉRENCE ET
ADMISSION
INSTANTANÉE**
Ce Lundi 18 Sept 2017
à 14h30.
Au Gymnase Henri Elende
(Brazzaville)




RENTRÉE ACADÉMIQUE
SEPTEMBRE 2017/ FEVRIER 2018

PROGRAMMES DISPONIBLE

- Licence en Génie Civil
- Licence en Ingénierie Mécanique
- Licence en Génie Géomatique
- Licence en Technologique de Construction/
Bâtiment
- Licence Scientifique en Informatique
- Licence en Droit (en 3 ans et 4 ans)
- Licence en Infirmier (en 2 ans, 3 ans et 4 ans)
- Licence en Comptabilité
- Licence en Marketing
- Licence en Assurance
- Licence en Entrepreneurat
- Licence en Ressources Humaines
- Licence en Banque et Finance

ADMISSIONS
EN COURS

CONDITIONS D'ADMISSIONS POUR LES ÉTUDIANTS FRANCOPHONES

- BACCALAUREAT
- BTS (Brève de Technique Supérieure)

SESSIONS DE COURS DISPONIBLES

- COURS RÉGULIERS
- COURS DU SOIR
- COURS DE WEEK-END

INFORMATIONS BANCAIRES DE KAUF UNIVERSITY

KAUF University College, Ghana.
Ecobank (US \$) - 0132104436301701

LES FORMULAIRES D'INSCRIPTION SONT DISPONIBLES DANS L'ENCEINTE DU CAMPUS
ET AU BUREAU D'ACCRA OMNIPOTENT HOUSE.
OU À TÉLÉCHARGER SUR NOTRE SITE INTERNET: www.kaufuniversitycollege.edu.gh
Pour plus d'informations appeler aux numéros suivants: +233 506071510 / +233 20 0203959
OU nos agents du Congo Brazzaville: +242 06 625 95 97 / 06 880 25 52

CRISE LIBYENNE

Le maréchal Khalifa Haftar salue la médiation de l'UA

Reçu en audience, le 16 septembre, à Brazzaville, par le chef de l'Etat congolais Denis Sassou N'Guesso, président du comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la crise libyenne, le maréchal Khalifa Haftar a réitéré son adhésion aux efforts consentis par l'UA en vue de la résolution du conflit en Libye.

« Nous n'avons pas pu prendre part à la réunion du comité de haut niveau de l'UA à cause des raisons sécuritaires. Nous combattons le terrorisme dans

« Nous savons que d'autres pays qui ne sont pas africains et qui interviennent dans la situation en Libye, le font pour leurs propres intérêts et non pour l'intérêt de la Libye. Nous soutenons l'UA et comptons beaucoup sur nos frères africains »

notre pays, nous faisons face à des organisations terroristes comme Al-Qaïda. Nous avons dû mener des batailles y compris au



Le maréchal Khalifa Haftar lors de l'audience avec le chef de l'Etat congolais à Brazzaville (DR)

moment où se tenait cette réunion de l'UA à Brazzaville. Grâce à Dieu, l'armée libyenne a repris plus de 93% du territoire national », a-t-il déclaré à la

« C'est un devoir pour cette organisation de venir en aide aux Libyens comme il est un devoir pour les Libyens d'aider d'autres pays africains. Donc nous

sommes tout à fait heureux que cette médiation réussisse », a-t-il ajouté.

« Nous savons que d'autres pays qui ne sont pas afri-

beaucoup sur nos frères africains », a renchéri le maréchal Khalifa Haftar.

S'agissant des accords de Skhirat, il a indiqué qu'ils arrivaient bientôt à leur terme et n'avaient rien fait pour améliorer la situation du peuple libyen. « Ces accords n'ont pas réussi. L'UA est une organisation qui compte beaucoup de pays et nous espérons sur cette organisation. Le soutien de l'UA est très important, elle doit nous aider politiquement parce que nous combattons le terrorisme qui menace le monde entier », a-t-il conclu. Le 9 septembre à Brazzaville, lors de la 4^e réunion du Comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye, les parties au conflit avaient affirmé leur volonté de parvenir à une solution négociée à la crise. Elles pourront réitérer ce vœu en marge de l'Assemblée générale des Nations unies qui se tient présentement à New York, aux Etats-Unis.

Jean Jacques Koumba

LE FAIT DU JOUR

Une valeur inestimable en quatre lettres

Pauvres ou riches, forts ou faibles, les peuples et les nations d'ici et d'ailleurs sont tous toujours en quête d'une denrée plus que précieuse qui, quand on s'exprime en français, tient en seulement quatre lettres : paix. Un peu comme si on en referait aux quatre points cardinaux (Nord, Sud, Est, Ouest) pour décrypter la dimension géographique, astrologique et presque mystique de l'univers.

Les 9 et 12 septembre par exemple, dans ce qu'elle a de particulier depuis sa fondation il y a cent-trente-sept ans, Brazzaville, la capitale du Congo, ville de dialogue, a ouvert larges ses portes pour accueillir deux événements de portée internationale dont la symbolique pacifiste se révèle indéniable.

Le premier de ces manifestations a été la quatrième réunion au sommet sur la crise libyenne. Pour la première fois, depuis que la Libye ploie sous des désordres incom-

mesurables, les acteurs de la crise, en fait les victimes de la brutale intervention des puissances étrangères d'il y a six ans, ont posé en public en photo de famille en se serrant les mains.

Il ne faut pas douter qu'il a fallu beaucoup de tact de la part des organisateurs du sommet pour obtenir ce grand geste. Il ne faut pas non plus penser qu'un tel déclic n'alimentera pas, chez les Libyens eux-mêmes, l'espoir de voir leur pays recouvrer la tranquillité afin qu'ils profitent des potentialités économiques qu'il recèle.

À travers la tenue de cette réunion du comité de haut niveau de l'Union africaine sur la crise libyenne, les plus hautes autorités congolaises et africaines ont encore posé un jalon sur le chemin de la paix. Elles ont exprimé leur engagement à ne pas trahir les aspirations à la liberté qui fondèrent, en 1963, le combat des pères des indépendances, lorsqu'ils lancèrent à Addis-Abeba, en Éthio-

pie, l'Organisation de l'Unité Africaine, devenue Union Africaine.

La deuxième manifestation, solennelle elle aussi, vécue à Brazzaville cette première quinzaine du mois de septembre, a été l'attribution au chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, de la plus haute distinction honorifique de l'Etat de Guinée Bissau. La médaille Amilcar Cabral, du nom de ce combattant de la lutte anticolonialiste qui, sa vie durant, a milité pour la libération de l'Afrique. Le président José Mario Vaz en personne est venu à Brazzaville pour accomplir cet acte.

Fondateur avec ses camarades du PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert), Amilcar Cabral est assassiné à Conakry, le 20 janvier 1973, à l'âge de 49 ans. On peut apprécier la dimension éternelle de sa pensée anticolonialiste à travers cet extrait du discours qu'il prononça à la conférence tri-continentale de la Havane, à Cuba, en 1966.

«Les colonialistes ont l'habitude de dire que eux, ils nous ont fait rentrer dans l'histoire. Nous démontrons aujourd'hui que non: ils nous ont fait sortir de l'histoire, de notre propre histoire, pour les suivre dans leur train, à la dernière place, dans le train de leur histoire». Et pourquoi le choix du président du Congo pour la distinction Amilcar Cabral? Sans aucun doute en reconnaissance du soutien de Brazzaville aux luttes de libération en Afrique et dans le monde.

Comme ses prédécesseurs, comme de nombreuses autres personnalités africaines, Denis Sassou N'Guesso a toujours été de ces luttes. La prière est que l'arbre de la paix et de la stabilité éclore partout en Afrique et que la seule bataille qui vaille soit celle du développement, de la prospérité et de l'indépendance totale du continent noir. Cette bataille ne pourrait être gagnée qu'en organisant la paix partout où elle fait défaut.

Gankama N'Siah



FORFAIT PEINTURE

Offre exceptionnelle

*Valable pour tous types de véhicules

Jusqu'au 31 Décembre 2017



*Hors carrosserie et pièces de rechange.

*Tous travaux de carrosserie feront l'objet d'un devis complémentaire.



Pointe-Noire : 13 Rue Côte Matève
 Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso
 www.cfaomotors-congo.com

BP 1110 - Tél.: (242) 05 313 29 97 / 05 550 17 78 / 06 665 44 65
 BP 247 - Tél.: (242) 05 313 29 98 / 05 504 93 33 / 06 665 14 39



AVEC CFAO, LE PRIX N'EST PLUS UN OBSTACLE!

PRIX SPECIAL

à partir de
21 900 000
 Frs CFA TTC*



New HILUX

Offre valable
 du
01 SEPTEMBRE
 au
30 OCTOBRE
 2017

Dans la limite des stocks disponibles



Pointe-Noire : 13 Rue Côte Matève
 Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso
 www.cfaomotors-congo.com

BP 1110 - Tél.: (242) 05 313 29 97 / 05 550 17 78 / 06 665 44 65
 BP 247 - Tél.: (242) 05 313 29 98 / 05 504 93 33 / 06 665 14 39
 Email.: cfaomotorscongo@cfao.com





LE RESEAU DES SMARTPHONES

PROMO

RÉACTIVE* TA SIM
GRATUITEMENT ET BÉNÉFICIE
D'APPELS ILLIMITÉS
DE 23H À 5H
TOUS LES JOURS

AG Partners

*Dans tous les shops et tentes Airtel.





PLATEAUX/ CUVETTE

L'entretien routier s'impose en urgence

Le ministre de l'Équipement et de l'entretien routier, Emile Ouosso, a inspecté, du 12 au 14 septembre, certains axes routiers dans les départements des Plateaux et de la Cuvette. Constat : des routes en état de délabrement avancé.

Cette visite a permis au ministre ainsi qu'à sa délégation de constater l'état de la Route nationale n°2, tronçon Brazzaville-Ngo-Gamboma-Ollombo-Oyo ; de la Route nationale n°8, tronçon Ngo-Djambala-Lékana, y compris les travaux de traitement des ravins de la Mpama au PK 10+500 et PK 21+00 par la société SCCTP. Cette délégation a également fait le constat de la route Mpama (port d'Oyo)-Edou dite route Atama plantation (14 km), avant de poursuivre la visite de la RN 2, tronçon Oyo-Obouya-Owando.

Les remblais d'accès au pont sur la rivière Mvouma (dans la Cuvette) et Mpama (dans les plateaux) sont totalement menacés de rupture de trafic par l'érosion qui s'y développe de part et d'autre du pont. La construction des dalots de décharge s'impose. Vu l'état de dégradation avancée de la RN 12, Owando-Ngoko-Kemvouomo (125 km), il est impérieux d'entreprendre des travaux d'entretien, afin d'éviter la rupture du trafic entre Owando et Ewo.

« Nous allons faire en sorte que tout le réseau routier principal réhabilité de 2009 à 2016

Blaise Onanga, d'affirmer l'engagement du ministère « de s'investir davantage pour relever les nombreux défis de nos routes, de la préservation des investissements consentis par la maintenance du réseau routier acquis à travers des campagnes d'entretiens permanents. Bref de faire de la route un véritable vecteur de développement devant contribuer puissamment à la diversification de l'économie nationale ».

Au regard de la dégradation des routes dans cette partie du pays, ces voies ne peuvent faciliter la libre circulation des personnes et des biens, donc contribuer au développement de l'économie congolaise. D'où la nécessité d'un entretien régulier du réseau routier.

Le pont sur la Ngoko opérationnel

Le pont sur la Ngoko donnant accès au village Eniongo a été officiellement mis en service, le 14 septembre, par le ministre de l'Équipement et de l'entretien routier. Réalisés par la société Sotrab, les travaux du pont ont été entièrement financés par l'Etat congolais à hauteur de 999.999.997 FCFA. Du point de vue structurel, cet ouvrage intègre la catégorie des ponts mixtes comportant deux appuis de type culée en béton armé et un tablier métallique avec poutres à treillis modulaires en triple structures. Etant simplement adossé sur ses deux appuis, avec une portée libre de 61 mètres, il a une chaussée unique de 3,15 m de largeur.

des routes en bon état, entretenues régulièrement pour que cette diversification se fasse », a affirmé Emile Ouosso, avant de s'engager à poursuivre l'effort de désenclavement de l'arrière-pays.

Ce pont a été conçu non seulement pour supporter des conditions environnementales de température et de vent maximales, mais aussi de supporter une surcharge dynamique de type HS 25-44 qui est assimilée à un camion

Au PK 10, il est prévu 41.000 m³ de remblais pour reboucher l'érosion située à 100 mètres de la chaussée, malgré la consolidation du sol. « Au niveau du PK 21, l'érosion a complètement coupé la route en deux. Si l'entretien n'est pas fait très rapidement, Lékana sera coupé du reste du pays, donc du monde. Nous espérons que très rapidement les fonds seront débloqués de sorte que le réseau routier soit entretenu et donc l'axe Djambala-Lékana, forte-



grumier de 60 tonnes. Les travaux de construction du pont sur la Ngoko, axe Ebondji-Eniongo, terminés, il ne reste que la construction des dalles de transition et les ouvrages de décharge.

Djambala-Lékana : une route menacée par

ment dégradé », a déclaré le député de Lékana, Ghyslain Galibali. Pour la sous-préfète de ce district, Alphonsine Akobe, il est question d'unir les forces pour empêcher l'enclavement de cette zone, grenier de production agricole. Les populations de cet axe rencontrent d'énormes difficultés, notamment en approvisionnement en carburant, vivres, et écoulement de leurs produits agricoles. Face à cette catastrophe naturelle, les populations ont créé une issue de déviation au PK 21 pour faciliter le trafic. « Les camions remorques et même semi-remorques ne peuvent ni emprunter la voie coupée ni passer par la déviation pour des raisons d'étroitesse de la voie », en témoigne le député de Lékana. Et le ministre de promettre : « On va tous se battre pour trouver des fonds ».

Les routes dans cette zone sont dans un état de délabrement avancé par manque d'entretien. Faute de financement, nombre de chantiers sont à l'arrêt. Il faut réunir 700 millions FCFA pour les remblais de ces deux érosions. Si les travaux ne sont pas entrepris avant la saison des pluies, Lékana ainsi que les villages environnants seront coupés du reste du pays. La route est un facteur de développement. Au regard de l'état vétuste de certaines routes, aucun développement ne pourra être envisagé. Le constat fait, les entreprises en charge des travaux connues, reste plus que le financement pour le démarrage des travaux.



retrouve sa praticabilité. La nationale 2, qui fait partie de la dorsale principale Pointe-Noire-Brazzaville-Nord du pays, doit se mettre en état de supporter le trafic », a déclaré le ministre de l'Équipement et de l'entretien routier. Et le directeur général de l'Équipement,

« Nous voulons maintenant diversifier l'économie. Ce qui veut dire avoir les routes pour aller dans tous les bassins de production que soient agricole, minier, forestier, touristique. Ces bassins doivent être connectés aux centres de consommation. Il nous faut donc

les érosions

Constat alarmant. La route nationale n°8-tronçon Djambala-Lékana - est sérieusement endommagée. Deux érosions menacent cette route, notamment au PK 10 et au PK 21 où l'érosion a gagné une bonne partie de la chaussée.

EQUIPEMENT ET ENTRETIEN ROUTIER

Emile Ouosso visite les structures sous tutelle

Le ministre de l'Équipement et de l'entretien routier a visité, le 15 septembre à Brazzaville, le Bureau de contrôle du bâtiment et des travaux publics (BCBTP), ainsi que la direction générale du Fonds routier.

Nommé récemment à ce poste, Emile Ouosso a fait l'état des lieux des structures relevant de son ministère avant de décliner sa feuille de route. « Ensemble, nous avons connecté tous les villages du Congo. Il est question aujourd'hui de poursuivre le travail en commençant par sauver les acquis. Les temps sont durs c'est vrai, mais nous pensons que votre crédibilité et notre action commune feront que nous menons des plaidoiries qu'il faut pour que le fonds routier soit mieux ressourcé en vue d'accompagner le financement du secteur routier en matière d'entretien et d'équipement », a affirmé le ministre.

La route, au centre du développement, est le levier d'une économie dynamique. « Sans la route il n'y

a pas l'économie réelle. Elle est réelle parce que c'est la proximité avec les bassins de production. La route du développement passe par le développement de la route. On va faire ce travail ensemble », a déclaré Emile Ouosso. Et de promettre la réhabilitation de la direction générale du Fonds routier : « Il est question à présent de trouver des financements pour aller progressivement vers la réhabilitation des locaux du fonds routier détruits par la guerre ».

Au BCBTP, il a émis le souhait de voir cette structure conquérir le marché international. À en croire le ministre, ce laboratoire est le plus grand d'Afrique centrale. « Nous avons un outil performant. Même si l'Etat nous doit, nous devons travailler et compter sur notre

propre force. Il faut conquérir les marchés du Congo et de l'Afrique centrale. N'attendez vraiment rien de l'Etat. La subvention viendra quand l'Etat aura l'argent. Il faut se déployer de manière intelligente, retrouver de la ressource pour redémarrer », a-t-il exhorté, avant de reconforter le personnel de cet établissement public.

En clair, il demande à la structure de se montrer indépendant au regard de la crise financière qui plombe le pays. Objectif : fonctionner à l'image d'un grand groupe national. « Dans la sous-région nous ne sommes pas connus. Nous avons du personnel capable d'animer cette structure. Donc, il va falloir qu'on arrive à concevoir des plans pour faire du marketing à l'intérieur de notre pays, parce qu'effectivement, beaucoup de personnes ignorent le travail de qualité que fait le BCBTP en matière de conception, de contrôle de bâtiment, des études du bâtiment. Les



gens construisent anarchiquement et ne savent pas qu'avant de construire un immeuble, il faut au préalable une étude qui doit être acceptée par l'Etat », a fait savoir le directeur du BCBTP, Joseph Bikoumou.

Soulignons que le Fonds routier est une caisse chargée de payer tous les travaux d'entretien, de réhabilita-

tion et de construction des routes. Et le BCBTP, établissement public à caractère technique et scientifique, a pour entre autres missions d'exécuter tous les essais et analyses, études, recherche et contrôle concernant les sols, les matériaux et procédés de construction du bâtiment et des travaux publics.

Josiane Mambou Loukoulou

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Le CFE doté d'un nouveau siège

La ministre des Petites et moyennes entreprises, de l'artisanat et du secteur informel, Adélaïde Mougani, a procédé le 14 septembre à Brazzaville à la mise en service du nouveau bâtiment du Centre de formalités administratives des entreprises (CFE).

Construit par la société Morphéi Architectura, ce bâtiment d'un niveau est composé, entre autres, de la direction générale du CFE, d'une salle de traitement des données, et d'un guichet unique. Le coût des travaux s'élève à 349 millions de FCFA. Ce guichet, opérationnel dans les tout prochains jours, vise à faciliter les procédures de création d'une entreprise. Ainsi, l'acquisition d'agréments se fera en un seul lieu, grâce à la mise en place d'un réseau informatique reliant le CFE à d'autres acteurs du guichet unique à savoir : le Trésor, la CNSS, l'Institut national de la statistique, le greffe ... qui seront installés dans ce nouveau local.

« Nous avons déjà l'infrastructure. Dans les prochains jours, nous passerons à l'étape d'informatisation, de mise en réseau et d'interconnexion par l'installation des équipements et des logiciels adéquats. »

laborateurs et les usagers qui se sentiront à l'aise dans cet espace » avant de souligner : « Nous avons déjà l'infrastructure. Dans les prochains jours, nous passerons à l'étape d'informatisation, de mise en réseau et d'interconnexion par l'installation des équipements et des logiciels adéquats. »

Au niveau du Doing business, il y a un indicateur appelé création d'entreprise où le Congo occupe la 176^e place. Dès l'opérationnalisation du guichet unique, au niveau du CFE, le pays pourrait améliorer ses performances.

Le CFE a été créé dans le but de réduire la durée et le coût des formalités relatives à la création ou la cessation d'activités économiques. Sa principale mission consiste à recevoir toute déclaration liée à la création, au transfert, à l'extension, à la modification et la cessation des activités commerciales.

Désy Mbakou (stagiaire)

TIC

La plate-forme « Congo Future » invite les jeunes au bon usage des réseaux sociaux



La délégation de la plate-forme s'entretenant avec la ministre (Adiac)

réseaux sociaux, la plate-forme socio-politique dénommée « Congo Futur » envisage d'organiser une conférence de conscientisation et de sensibilisation à Brazzaville.

L'information a été donnée par le secrétaire général de cette plate-forme, Freeman Monsi Massala, à sa sortie d'audience le 14 septembre, avec la ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique, Destinée Hermella Doukaga.

Selon lui, la jeunesse constitue l'avenir de demain, mais elle se livre aux actes de barbarie sur les réseaux sociaux parmi lesquels : la diffusion de fausses nouvelles; la difamation des informations et bien d'autres. « Nous avons sollicité la rencontre avec la ministre pour qu'elle nous accompagne dans la conscientisation et la

sensibilisation des jeunes au bon usage des réseaux sociaux. Le Congo ne s'est pas doté de la fibre optique pour que ces derniers publient de vilaines images et injures sur ces sites », a souligné le secrétaire général.

A travers cette conférence de conscientisation, assurément, les jeunes seront éclairés sur les thèmes tels que: l'utilisation des réseaux sociaux ; l'économie numérique et les réseaux sociaux...

Outre celle-ci, des émissions radiotélévisées ; des affiches d'information et autres serviront de moyens de communication pour les conscienci-

ser et les sensibiliser. « Notre combat en milieu jeune est de les amener à prendre conscience dans l'utilisation du numérique, car ils doivent être responsables de leur avenir au lieu de perdre leur temps à divulguer les fausses nouvelles via Internet. Des cellules de communication seront mises en place pour les sensibiliser aux dangers que pourraient engendrer ces réseaux », a-t-il déclaré. Le secrétaire général a, en outre, souligné que la plate-forme compte sur l'appui des institutions en charge de la gestion de l'Internet et les ministères afin de mener à bien ce combat en milieu jeune.

Lydie Gisèle Oko

GOUVERNANCE

Le gouvernement examine les axes prioritaires du Plan national de développement

Les conclusions des travaux du comité de pilotage de l'élaboration du Plan national de développement (PND) pour la période 2017-2021 ont fait l'objet, vendredi à Brazzaville, d'une revue par le gouvernement. La concertation, dirigée par le Premier ministre, Clément Mouamba, a permis un examen de ce plan avant son adoption.

C'était le seul point inscrit à l'ordre du jour de ce « Conseil de cabinet », a précisé, dans un compte-rendu, la ministre du Plan, de la statistique et de l'intégration régionale, Ingrid Olga Ebouka-Babackas, dont le département pilote le projet.

« Dans l'élaboration du PND, le gouvernement doit définir les axes prioritaires. Lors de la réunion du 6 septembre 2017 dernier avec la commission, les axes prioritaires ont été arrêtés avec des mesures d'accompagnement pour s'assurer du succès de leur mise en œuvre. Il convenait donc

aujourd'hui qu'on expose et que l'on arrive à faire partager par tous les membres du gouvernement la quintessence de ces actions prioritaires », a souligné la ministre.

C'est au cours d'un conseil de ministres que ces axes prioritaires seront dévoilés. Selon Ingrid Olga Ebouka-Babackas, le document, autour duquel se sont associés plusieurs acteurs de développement, devra orienter « la direction vers laquelle le gouvernement souhaite aller sous la haute gestion du chef de l'Etat, pour que nous ayons, pendant les cinq années à venir, un développement inclusif, harmonieux et que chacun dans son quotidien ressent les bienfaits de l'action gouvernementale ».

Les travaux techniques d'élaboration du PND pour la période 2017-2021 avaient été lancés en juillet dernier. Ce nouveau document est attendu comme « cadre unique et consensuel »

des politiques, actions publiques et cadre de coopération.

Pour la ministre du Plan, il devrait servir de référentiel unique pour la programmation et le suivi des politiques et des actions publiques, aussi comme cadre de coopération et de concertation avec les partenaires privés, internationaux et la société civile pour la conduite du développement économique et social du Congo. Les axes prioritaires attendus devraient sûrement porter sur l'affermissement de la gouvernance économique et administrative. Il s'agit de plus d'efficacité dans l'action gouvernementale afin de renforcer la qualité des services publics et réduire l'incidence budgétaire. Ce plan, à en croire quelques experts de la commission chargé de son élaboration, devra intensifier la diversification économique autour d'un nombre restreint de secteurs porteurs de croissance, générateurs d'emplois et de devises.

Quentin Loubou

DIALOGUE SOCIAL

Firmin Ayessa prend langue avec les partenaires sociaux

Le vice-Premier ministre en charge de la Fonction publique, de la réforme de l'Etat, du travail et de la sécurité sociale, Firmin Ayessa, a échangé le 15 septembre avec les représentants des trois centrales syndicales les plus représentatives.

Nommé récemment à la tête du ministère du Travail et de la sécurité sociale, Firmin Ayessa assure in facto la présidence du Comité national du dialogue social, un cadre d'échanges mis en place depuis quelques années par le président de la République. C'est dans cette veste que le vice-Premier ministre a entamé, depuis le 15 septembre, une série d'audiences sociales avec ses partenaires sociaux. En effet, il vient d'échanger avec les représentants des trois centrales syndicales les plus représentatives du pays, à savoir: la Confédération syndicale congolaise (CSC) conduite par son secrétaire général, Daniel Mongo; la Confédération syndicale des travailleurs du Congo (CSTC), par son président Elault Bello Bellard et la Confédération des syndicats libres et autonomes du Congo (Cosylac) représentée par son secrétaire général Jean-Bernard Malouka. Au cours de ces échanges, Firmin Ayessa et ses interlocuteurs ont traité des questions d'intérêt commun concernant les travailleurs tant du secteur public que privé. Dans la même perspective, le vice-Premier ministre recevra la semaine prochaine le patronat.

Notons que Firmin Ayessa arrive au niveau de ce ministère au moment où la situation économique du pays n'est pas bonne. En effet, des revendications sociales fusent de partout : des enseignants aux retraités en passant par les étudiants. De même, la dette de l'Etat envers le secteur privé est énorme, ainsi que celle des ex-travailleurs des entreprises publiques liquidées.

Parfait Wilfried Douniama

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE

De nouvelles orientations pour plus d'actions

La ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique s'est entretenue, le 14 septembre à Brazzaville, avec les responsables des administrations sous-tutelle pour s'imprégner des réalités du travail et réorienter leurs actions.

Au menu des échanges avec les cadres de la direction générale de la jeunesse, de l'éducation civique et deux inspections affiliées à ces directions des dossiers importants, entre autres, les affections des cadres du ministère; la mutation de certains dans les autres ministères pour convenance personnel; la situation des administrateurs décédés et les départs à la retraite.

Reconduite à la tête du ministère de la Jeunesse et de l'éducation civique, Destinée Hermella Doukaga pense qu'il est question, seize mois après, de faire une évaluation administrative. « Il y a

« Il y a des orientations précises pour ce gouvernement. Nous aussi avons décidé de la nouvelle direction à donner pour le ministère et allons aussi rectifier plusieurs actions ou alors maintenir les stratégies » .

« Le message est passé auprès de mes collaborateurs parce que nous les avons instruits à notre tour. La crise ne doit pas être une

excuse pour nous. Les solutions relèvent plus de l'action. Je leur ai demandé d'être plus sur le terrain », a-t-elle ajouté.

La ministre Destinée Hermella Doukaga s'est réjouie de la disponibilité des cadres du ministère et a promis d'améliorer, très ultérieurement, leurs conditions de travail.

Jean Claude Mouviyoyi, inspecteur de la Jeunesse et de l'éducation civique a loué l'initiative de la ministre. « Elle doit s'arranger et voir comment combler le vide administratif », a-t-il indiqué.

Cette rencontre de travail doit impulser les cadres du ministère à l'action concrète, à suivre les orientations, à l'engagement et aux résultats escomptés.

Fortuné Ibara



BUROTOP IRIS

TELEFUNKEN

Le Géant allemand des téléviseurs



LED 32" HD: 159 000 Fcfa

LED 40" FULL HD SMART: 299 000 Fcfa

LED 48" FULL HD SMART: 399 000 Fcfa

LED 55" FULL HD SMART: 549 000 Fcfa

LED 65" FULL HD SMART: 999 000 Fcfa

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tél: 05 577 78 88 - 06 669 60 60
Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

EDUCATION NATIONALE

Un nouveau projet pour améliorer le système éducatif congolais

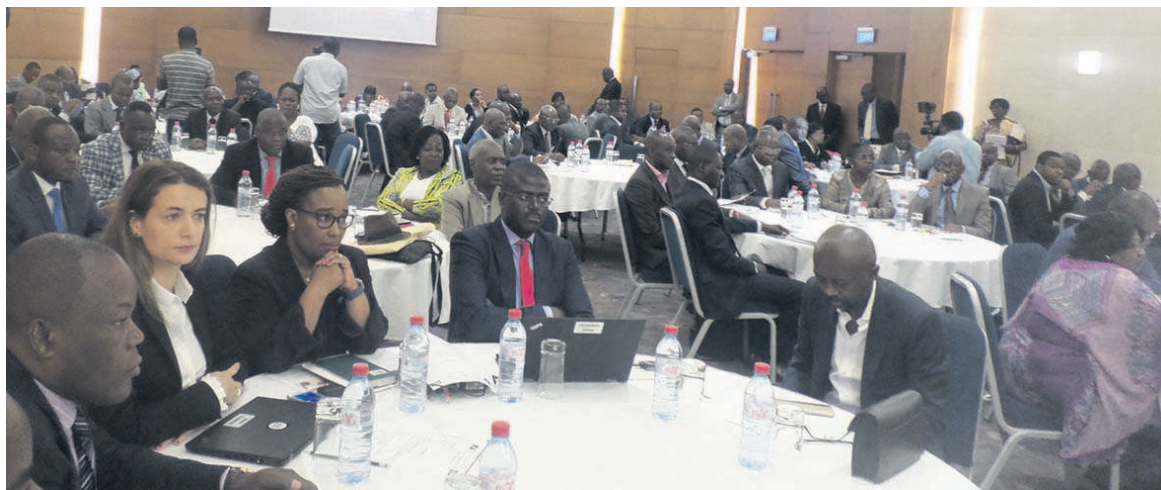
Cofinancé par le gouvernement congolais et la Banque mondiale (BM) à hauteur de 70 millions de dollars, soit plus de 38 milliards FCFA, le Projet d'appui à l'amélioration du système éducatif (Praased), lancé le 14 septembre, concerne les trois sous-secteurs de l'éducation nationale

L'objectif de développement du Praased est d'améliorer le rendement scolaire au primaire et au collège, et de renforcer la performance de certains systèmes de gestion. Ainsi, la priorité sera donnée aux zones rurales et celles où les rendements scolaires sont très faibles ainsi qu'aux groupes marginalisés tels que les enfants démunis, handicapés et autochtones. En effet, le projet comprend trois composantes : l'éducation de qualité pour tous, l'amélioration de la qualité et de la gestion des ressources humaines, l'amélioration des performances du système.

La contrepartie de l'Etat revue à la baisse

Selon le représentant de la BM au Congo, Djibrilla A. Issa, le projet devrait permettre également l'acquisition et la distribution de manuels scolaires, de matériel didactique, la construction de salles de classes et de latrines. Le lancement de ce projet intervient dans un contexte particulier pour le Congo qui est confronté, comme la plupart des Etats de la sous-région, à une récession économique. Le financement de ce projet devrait, a souligné Djibrilla A. Issa, aider le Congo à maintenir les appuis

aux secteurs sociaux afin d'éviter la détérioration des indicateurs sociaux et de renforcer les fondements de la croissance économique à long terme. « Pour tenir compte de la situation financière du Congo, la contrepartie de l'Etat congolais a été réduite. La mise en œuvre permet le décaissement en premier des fonds apportés par la BM. Le décaissement de la contrepartie se fera sur 5 ans selon les plans de mise en œuvre annuels des activités qui seront définis par les deux parties en fonction de la situation financière du Congo et des programmations budgétaires des ministères concernés », a-t-il expliqué. Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, a, quant à lui, indiqué que le lancement du Praased permettrait la mise en œuvre d'une partie de la Stratégie sectorielle de l'éducation 2015-2025. Pour lui, en concluant ce programme avec la BM, le gouvernement s'est donné l'ambition de relever trois défis majeurs dont celui consistant à offrir une éducation de qualité à tous en procédant à la révision des programmes scolaires et en s'assurant de la crédibilité des



Les participants ; crédit photo Adiac

diplômes grâce à une meilleure organisation des examens d'Etat. L'autre défi concerne l'amélioration de la qualité et la gestion des ressources humaines en procédant au recrutement en nombre suffisant, au déploiement et à une bonne gestion de carrière du personnel enseignant. « C'est dans ce cadre que nous projetons la mise en œuvre d'un système d'information de gestion de scolarité qui tient compte du suivi régulier de la vie des élèves depuis la maternelle jusqu'à leur entrée à l'université », a annoncé Anatole Collinet Makosso.

Suivre les pas du Praebase !

Lançant officiellement le projet, le ministre du Plan, de la statistique et de l'intégration régionale, Ingrid Olga

Ghislaine Ebouka-Babackas, a rappelé que l'objectif du développement durable n°4 « éducation de qualité » requiert une attention particulière dans les ateliers techniques du Plan national de développement (PND) dont les experts s'attachent déjà à tirer profit des résultats des études lancées grâce aux fonds d'avance de préparation du Praased. « C'est dire combien il est important que le projet prenne aujourd'hui son envol afin que les retombées en termes d'éducation de qualité pour tous, d'amélioration de la qualité et de la gestion des ressources humaines et d'amélioration des performances du système soient inscrites en lettre d'or dans les acquis du prochain PND », a-t-elle conclu.

Rappelons que le Praased succède ainsi au Projet d'appui à l'éducation de base (Praebase) mis en œuvre entre 2000 et 2013 par les deux parties. Il avait notamment contribué à accroître l'offre d'éducation par, entre autres, la construction et la réhabilitation de plus de 1000 salles de classes ; l'appui à la révision des programmes scolaires pour le primaire et le secondaire. Le Praebase avait également permis l'acquisition de plus de 1 250 000 manuels scolaires et de guides pour les enseignants. Ce projet a contribué ainsi à l'augmentation des taux de scolarisation et d'achèvement au primaire, qui sont passés respectivement de 107 à 120% pour la scolarisation.

Parfait Wilfried Douniama

CRISE DU POOL

Les femmes appelées à s'impliquer dans la résolution

La ministre de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement, Inès Nefer Ingani a lancé un appel le 14 septembre à Brazzaville, en faveur de la solidarité féminine et de l'implication des femmes dans la résolution de la situation prévalant dans le département du Pool.



La ministre Inès Bertille Nefer Ingani lors d'un échange avec la presse (Adiac)

« L'affaire du Pool est d'ordre national. J'en appelle à une solidarité féminine, car la femme est le socle de la cohésion sociale. Le président de la République a demandé que chacun fasse sa part pour un retour de la paix. Il est demandé aux femmes de s'impliquer pour la résolution pacifique de cette situation », a-t-elle déclaré.

La ministre de la Promotion de la femme a également souligné l'importance de la mise en œuvre de la résolution 13/25 des Nations unies dont le Congo est signataire depuis l'an 2000. Cette résolution prévoit notamment la coordination et l'optimisation du rôle, ainsi que des initiatives des femmes dans la prévention des conflits, le maintien

de la paix, de la sécurité et la promotion des droits humains, particulièrement ceux des femmes pour assurer une paix durable. « La crise du Pool dégrade de plus en plus la précarité des femmes. Elles ne peuvent plus aller aux champs, n'entreprennent plus leurs activités coopératives et lucratives, puis leurs enfants ne vont plus à l'école », a-t-elle souligné.

La ministre de la Promotion de la femme vient d'effectuer une mission de travail à Kinkala, chef-lieu du Pool où elle a recueilli les doléances des populations sur la détérioration de leurs conditions de vie. Elle a visité cinq sites d'accueil des déplacés qui lui ont permis de toucher du doigt la souffrance des populations.

« Dans la culture bantoue, le linge sale se lave en famille. C'est sous le baobab qu'on traite les problèmes. Nous avons vu des gens dans un état d'avitaminose totale. Là où ils sont, ils ont du mal à trouver de la viande, du poisson et autres aliments », a expliqué la ministre Nefer Ingani.

Fortuné Ibara

L'UMP s'oppose à toute négociation avec le pasteur Ntoumi

Le président de l'Union pour un mouvement populaire (UMP), Digne Elvis Tsalissan Okombi, a indiqué, le 16 septembre à Brazzaville, que le gouvernement n'a, aucun intérêt à négocier avec Frédéric Bintsamou alias pasteur Ntoumi.

« Le problème sur la question du Pool n'est plus d'organiser un dialogue avec Ntoumi ; ce qui ne serait qu'un moyen de



Digne Elvis Tsalissan Okombi, président de l'UMP (photo adiac)

fragiliser l'autorité de l'Etat face à un récidiviste. Ntoumi ne peut pas entrer à Brazzaville en conquérant comme Jules César », a-t-il déclaré. Pour l'UMP, « la meilleure solution serait plutôt de poursuivre Ntoumi et ses acolytes jusqu'à leur dernier retranchement afin qu'ils soient capturés et répondent devant la justice

des actes ignobles qu'ils ont commis ». Si le gouvernement négocie avec ce dernier, l'UMP voudrait savoir ce que « deviendra le mandat d'arrêt lancé par le procureur de la République contre le pasteur Ntoumi. Que fera l'Etat de toutes les familles endeuillées et qui veulent le voir aux arrêts, surtout quel message donnera-t-on aux agents de la force publique déployés dans le Pool pour la traquer ? ».

Le président de l'UMP a fait savoir que la loi étant l'expression de la volonté générale, nul ne peut être au-dessus d'elle, quiconque commet, doit rencontrer l'autorité de l'Etat sur son chemin. Il a appelé les populations du Pool à la vigilance, tout en les invitant à contribuer à la traque contre le pasteur Ntoumi. Digne Elvis Tsalissan Okombi a par ailleurs annoncé la création dans les prochains jours d'une organisation d'éveil citoyen dénommée « Solidarité populaire, Elikia ya peuple », dont l'objectif sera, selon lui, de donner la parole à la majorité silencieuse.

Firmin Oyé

HUMEUR

Quand l'usage irrationnel de l'ordinateur isole l'individu !

On ne le dira jamais assez, l'ordinateur aujourd'hui est devenu l'un des instruments le plus proche de l'homme dans les administrations, en témoignent de nombreux services qu'il rend. Cependant, le constat est là, cet instrument tend à séparer socialement l'homme de ceux qui sont physiquement à côté de lui au profit des mails, messages, courriels et d'autres applications y relatives quand il est utilisé sans méthode.

Étant donné que ce qui est à la base de toute société, c'est la communication, donc l'homme ne devrait pas seulement ignorer qu'à côté de lui, il y a aussi des gens qui veulent bien échanger physiquement avec lui. Alors comment comprendre que parfois au travail, cet homme est « seul », c'est-à-dire sans tenir compte des autres quand il est devant l'ordinateur. Et aussi dans le cercle restreint du milieu familial, celui qui abuse de l'ordinateur s'isole inconsciemment. Il peut s'enfermer toute la journée dans sa chambre ou isolé dans un coin de la cour de la parcelle sans même s'occuper de ce qui serait en train de se passer même dans la parcelle. Cette même personne est aussi seule parfois au milieu d'une foule immense quand elle est totalement plongée dans son ordinateur. Il peut y avoir un vacarme à côté, mais cela lui échappe.

Et comme on le voit, l'abus de l'ordinateur tend à vous éloigner de là où vous êtes physiquement pour vous transporter parfois dans un monde parfois « virtuel », car l'écran qui s'ouvre à vous, crée l'illusion d'être physiquement à côté des personnes de qui vous recevez des mails, courriels et messages. Au Japon par exemple, l'abus de l'ordinateur a créé un phénomène qu'ils appellent des « Otakus », c'est-à-dire des passionnés des ordinateurs qui passent des jours et des nuits devant des ordinateurs. Et les seuls contacts avec l'extérieur se résument à manger et cela limite des contacts de personne à personne.

Certes, l'ordinateur avec Internet, bien sûr, vous facilite les recherches et l'échange d'informations. Mais de plus en plus, on constate que des individus peuvent travailler durant des mois voire même des années en s'isolant les uns des autres et n'auront plus même l'idée de pouvoir se voir physique, puisque les courriels et les mails suffisent. Les contacts entre collègues ne sont plus importants. Ainsi, pour de nombreuses personnes qui abusent de l'ordinateur, les parents, les amis et d'autres courses n'existent plus, car elles sont inconsciemment « avalées » par des échanges à travers des ordinateurs.

Non, nous ne disons pas ici que l'ordinateur est un mauvais compagnon de l'homme, mais nous constatons seulement que l'usage sans méthode ou non rationnel de l'écran pousse des individus à perdre graduellement le contact avec le monde extérieur. D'où, il est nécessaire de ne pas s'isoler à cause de l'ordinateur, surtout vous les jeunes. L'individu, à cause de l'ordinateur, ne devrait pas couper totalement le lien instantané avec les autres qui l'entourent, car cela crée un éloignement qui n'est pas bon et peut avoir des conséquences sur le plan social. Selon une étude britannique publiée en 2010, passer trop de temps seul serait tout aussi dangereux que fumer 15 cigarettes par jour.

Ceci étant, observons tous ce que pourrait arriver à une personne qui est trop dans son ordinateur et oublie qu'elle a d'autres rendez-vous qui nécessitent sa présence physique, du genre : passer un test, se rendre à l'aéroport pour un voyage ou rencontrer un médecin.

Faustin Akono

FORUM DE L'ENTREPRENEURIAT

La 3^e édition a vécu

Organisé le 15 septembre à la Chambre de commerce de Pointe-Noire, ce forum a pris fin sur une note de satisfaction pour tous. Il a accueilli un nombre importants d'exposants qui ont présenté leurs produits et services aux visiteurs ravis du dynamisme des entrepreneurs congolais en dépit du contexte économique peu évident.

Le forum de l'entrepreneuriat est un rendez-vous annuel initié par l'Institut européen de coopération et de développement (IECD), l'association Pointe-Noire industrielle (APNI) et la Chambre de commerce de Pointe-Noire avec l'appui de

« établies », a dit Sylvestre Didier Mavouenzela, président de la Chambre de commerce de Pointe-Noire et président du Conseil d'administration de l'APNI. Et d'ajouter : « À chaque édition, nous ne dérogeons pas à la contrainte du choix du thème en fonction de son adéquation avec les aspirations et les problèmes de l'entreprise ».

Pour Jaeg Vincent, délégué pays de l'IECD, ce forum représente un moment fort pour les entrepreneurs congolais puisqu'il a pour principal objectif de favoriser leur mise en réseau à la fois entre eux et avec les acteurs qui vont les accompagner dans leur déve-

a-t-il poursuivi.

Lin Cloud Kialoungou, directeur général de l'agence de développement des PME, représentant la ministre des PME, de l'Artisanat et du Secteur informel, a renchéri : « Je salue ces femmes et hommes, ici présents et au-delà, qui nous donnent ces exemples de bravoure, de détermination dont nous devrions nous inspirer à plus d'un égard. Ensuite, parce qu'en ces temps difficiles que traverse notre économie, cette manifestation atteste pleinement la confiance des entrepreneurs en l'avenir. Tout en la communiquant autour d'eux. J'apprécie le message qu'ils véhiculent ainsi et qui nous conforte, en rappelant



La tribune officielle lors de la 3^e édition du forum de l'entrepreneuriat Crédit photo: Adiac»

l'Union européenne. Il réunit les chefs d'entreprise, les porteurs de projets, les primo entrepreneurs et dirigeants d'entreprise autour des conférences débats, plates-formes d'échanges et des expositions sous le parrainage du ministère des Petites et Moyennes entreprises, de l'Artisanat et du Secteur informel.

« Quels outils pour le développement de mon entreprise aujourd'hui » a été le thème de cette édition avec comme socle de discussion les technologies de l'information et de la communication, le management et le cadre légal des affaires au Congo. « Actifs dans le domaine de l'accompagnement des entreprises, l'IECD, l'APNI et la Chambre de commerce ont mutualisé leurs approches respectives pour concevoir un rendez-vous qui se veut une réponse à la demande d'information, d'échanges, d'orientation et de promotion exprimée à la fois par les porteurs de projets, les primo entrepreneurs et les entreprises formellement

loppement. En louant l'initiative prise par les trois entités, Michelle Walsh, responsable appui aux PME et secteur privé de la délégation de l'Union européenne au Congo a dit : « L'Union européenne soutient l'IECD, l'APNI à hauteur de 440 millions de F CFA dans leur projet d'appui aux très petites entreprises et petites et moyennes entreprises. Ce projet a déjà formé plus de 450 entrepreneurs à Pointe-Noire, Brazzaville et Dolisie dans la gestion d'entreprise, l'éducation financière, l'élaboration des études de marché ou les stratégies du marketing ». Il a salué la quinzaine commerciale des produits locaux lancée en marge du forum et qui prend fin le 30 septembre. « C'est une occasion à saisir pour promouvoir les produits et services des entreprises congolaises. Je souhaite que tous les entrepreneurs présents puissent profiter de la quinzaine pour faire connaître leurs entreprises et faire connaissance avec d'autres entrepreneurs et potentiels partenaires »,

si justement que l'économie congolaise peut relever les défis en misant aussi et davantage sur le dynamisme des entrepreneurs et investisseurs, quels que soient leurs niveaux et leurs secteurs d'activités ».

Les conférences débats axés sur les sous-thèmes « Les technologies de l'information et de la communication », « Le cadre juridique des affaires au Congo », « Les enjeux du management dans le contexte congolais » ont donné lieu à des échanges interactifs fructueux étayés des exemples de terrain et des cas illustratifs édifiants. À la fin du forum, Lin Cloud Kialoungou qui s'est réjoui de ces moments importants de partage et d'échanges, a conclu : « Notre forum a permis de passer en revue l'état actuel des entreprises, d'examiner les évolutions présentes et proposer des solutions possibles à la préoccupation essentielle de donner corps et vie à l'entreprise que nous voulons pour des décennies à venir dans notre pays ».

Hervé Brice Mampouya

SÉCURITÉ

La police présente 8 malfaiteurs à la presse

Quatre faux policiers et quatre malfrats du groupe Maïcha du réseau «Boom à l'étranger» ont été officiellement présentés à la presse le 15 septembre par les services départementaux de la police judiciaire du Kouilou et de Pointe-Noire.

Okobo Rockette, Ngolo Pierrevy, Lingomele Elie, Bembo Flory proviennent tous de Brazzaville, leurs âges oscillent entre 21 et 25 ans. Ils détenaient des bombes lacrymogènes, des uniformes policiers et militaires, de fausses permissions, de fausses attestations de présence au corps. Ces fauteurs de troubles, habillés en uniforme de police sont arrêtés avec des brassards portant les indications telles que Groupe mobile de l'intervention anti-kuluna. Ceux-ci se passaient pour des auxiliaires de la police nationale, ils ont été interpellés en pleine journée au cours d'une patrouille policière au quartier Nanga situé dans le sixième arrondissement Ngoyo, alors qu'ils rançonnaient une femme qui habite ledit quartier. Ces derniers ont aussi exécuté dans les quartiers périphériques de Pointe-Noire plusieurs tâches ou missions réservées exclusivement à la police judiciaire.

En plus de ces faux policiers, quatre autres bandits ont été arrêtés à 13 heures au moment où ils opéraient à 150 m seulement du Poste de sécurité publique (PSP) du quatrième arrondissement Loandjili. Il s'agit notamment du repris de justice Ntsodikouenda Lende Ulrich Shernam, alias Adebac, Pouena Mampassi Bercherel Frédaction, alias Dada (repris de Justice), Landu Teka Eric, alias vieux Kotos (sujet RDC repris de justice), l'étudiant Pambou-Moundanga François Fridès, alias FP ou pauvre père, tous spécialisés pour les vols de la journée. Bien organisés, ces malfrats ont chacun un rôle précis à jouer lorsqu'ils opèrent. Ces voleurs sont constitués en une bande organisée appelée communément «Boom à l'étranger» et chaque individu possède un passeport.



Les malfrats du groupe Maïcha du «Boom à l'étranger»

Interrogés sur leurs actes, ceux-ci ont reconnu les faits qui leur sont reprochés et ont expliqué que pendant leur pénétration dans des domiciles des particuliers, ils emportent des sommes d'argent, des appareils électroménagers et d'autres objets de valeur qu'ils peuvent trouver sur les lieux. Ils sont ainsi responsables de plusieurs cas de vols opérés il y a plusieurs années dans les quartiers de Pointe-Noire, Brazzaville et Dolisie. Au total, près d'une quarantaine d'habitations à Pointe-Noire, Brazzaville et Dolisie ont déjà été visitées par ces hommes occasionnant ainsi la perte de plusieurs biens et d'importantes sommes d'argent estimées à plusieurs millions de

franc CFA.

Pour sa part, le colonel André Mankassa, chef de service départemental de la police judiciaire du Kouilou et de Pointe-Noire, a rappelé que lors de son récent message à la nation le président de la République faisait des éloges à la force publique pour l'efficacité de ses services rendus à la Nation. «Ainsi, conformément à cela le directeur départemental de la police dans ces départements avait donné quelques instructions afin de traquer tous les fauteurs de troubles jusqu'à leur dernier retranchement au Kouilou et à Pointe-Noire. Il s'agit d'une bande organisée composée d'une cinquantaine de personnes qui opèrent à Brazzaville, Pointe-Noire et

Dolisie. Parmi eux, on compte des chauffeurs, des dealers, des traillés (ceux qui opèrent dans les maisons), des passeurs, des guetteurs, des enquêteurs ou LG, éléments de GU et autres. Ceux-ci agissent parfois avec la complicité d'un membre de la famille ou d'un habitant du quartier qui collabore avec ces malfrats. Le mode opératoire de ces bandits nécessite une attention particulière des habitants de Pointe-Noire et du Kouilou. Dans leur voisinage, ceux-ci doivent faire attention, car ces malfrats opèrent en véritables techniciens pendant la journée», a déclaré le colonel. Ces comportements déviants interpellent à la fois la vigilance des autorités compétentes et des

habitants des principales villes du Congo sur le développement de ce banditisme à travers certaines localités du pays. Car ils opèrent le plus souvent pendant les périodes scolaires, notamment les lundis et vendredis aux alentours de 10 heures à 14 heures. L'arrestation de ces malfrats a été rendue possible grâce à l'efficacité de la brigade de recherche et investigation criminelle du commissariat de police de Loandjili. Notons que parmi ces faux policiers, il y avait aussi un militaire béret rouge répondant au nom de Bikindou Gabin qui n'est pas présenté, celui-ci avait déserté les effectifs de l'armée il y a cela quelques années.

Séverin Ibara

FOOTBALL FÉMININ

À quand le championnat ?

Alors que le championnat national Ligue 1 version masculine s'achève le 24 septembre conformément au calendrier de la Fédération congolaise de football (Fécofoot), les dames attendent toujours avec impatience la programmation de leur compétition dont l'AC Léopards est ténant du titre.

Le championnat aura-t-il lieu ou pas ? La question préoccupe tant les dirigeants des équipes que les fans du football féminin de la ville océane qui s'inquiètent sur la léthargie de l'instance dirigeante du football congolais à publier le calendrier dès lors que, du côté des garçons, la compétition est à deux journées de la fin.

Interrogés sur cette question, les dirigeants de la Ligue de football de Pointe-Noire n'ont aucune in-

formation. Cependant, l'un des dirigeants d'une équipe des dames de Pointe-Noire a informé que le championnat aura bel bien lieu comme la Coupe du Congo. «La commission nationale de football féminin a déjà travaillé sur cette question et on attend plus que le calendrier qui sera publié par la Fécofoot», a-t-il indiqué. D'après ce même dirigeant, le championnat féminin remporté la saison dernière

par l'AC Léopards aura lieu après celui des garçons en formule regroupée à Brazzaville.

Mais l'attente étant longue, par conséquent, les dirigeants des équipes de Pointe-Noire ont arrêté les entraînements de leurs équipes et promettent revenir sur le terrain après la publication du calendrier. «Nous ne pouvons plus continuer à dépenser pour les entraînements dès lors que la date de la compétition n'est pas toujours connue. Toutefois, nous avons demandé aux filles de travailler individuellement», a ajouté ce dirigeant. Il a également poursuivi que cette attente va forcément fausser les ré-



La finale AC Léopards - la Source à Madingou

sultats du championnat puisque le niveau des équipes va baisser. Soulignons que la Fécofoot a l'obligation d'organiser la compétition des dames afin de répondre au cahier des charges de la Féd-

ration internationale de football association qui encourage les fédérations nationales dans la promotion du football féminin.

Charlem Léa Legnoki

AC LÉOPARDS DE DOLISIE

« Le sérieux et l'exigence, la clé de la réussite », selon Nabi Nasreddine

En gagnant la coupe et le championnat national, Nabi Nasreddine « Nash », le coach de l'Athlétic club Léopards a trouvé la formule pour remettre les Fauves du Niari à leur place sur l'échiquier continental. Il s'agit d'être sérieux et exigeant.

Cela fait deux saisons que l'AC Léopards de Dolisie (qualifié la saison prochaine à la Ligue africaine des champions) n'a plus disputé la phase de poules d'une compétition africaine. C'est pour combler ce vide que Rémy Ayayos Ikounga, le président du club avait fait appel à ce revenant quand son équipe traversait une crise de résultats.

Le Belgo tunisien est, après Patrick Aussems, Lamine Ndiaye et Guillaume Illunga, le quatrième entraîneur qui a débarqué chez les Fauves du Niari après l'épopée de 2012. Il avait l'avantage de bien connaître la maison vert-blanc pour avoir été l'un des artisans de la consécration de l'AC Léopards de Dolisie à la 9^e coupe africaine de la Confédération en 2012.

Il remplaçait Guillaume Sefu Illunga qui était en froid avec certains cadres de l'équipe avec des objectifs bien précis : rehausser le niveau technique des Fauves du Niari puis ga-



agner les deux trophées mis en compétition par la Fédération congolaise de football. Après, seuls les résultats devraient confirmer si les dirigeants des Léopards avaient-ils fait le bon choix ou non.

En cinq mois, Nash a rempli sa part de contrat au niveau natio-

nal. L'AC Léopards est assuré de réaliser le doublé (Coupe+ championnat du Congo) pour la deuxième fois consécutive. Il doit cet exploit grâce à la complicité de ses joueurs. « Nous avons été récompensés maintenant avec le doublé. Je pense qu'il est bien mérité. Je suis d'abord très content pour ce doublé. Rappelez-vous lorsqu'au mois d'avril, j'ai repris l'AC Léopards de Dolisie, l'équipe était classée 5^e au championnat. Nous avons remonté. Ceci grâce à la volonté des joueurs, à leur application et à leur sérieux. »

Si je dois dire un grand merci, je le dirai à mes joueurs avec qui j'étais très exigeant, très difficile. Dans le football, lorsqu'on est sérieux et exigeant, vous êtes toujours récompensés comme aujourd'hui », a commenté l'ancien entraîneur de Al Hilal de Soudan et d'Al Isaimaly d'Egypte.

Déjà après la victoire contre Cara à la Coupe du Congo, le président des Léopards de Dolisie avait validé le travail accompli par le staff technique sans lequel ces succès n'auraient pas été possibles. « L'actuel staff technique a pu bénéficier de la confiance des joueurs et a instauré une compétition loyale entre joueurs en bannissant le sentimentalisme qui handicapait parfois l'esprit du groupe. Je pense que tous les joueurs sont motivés, intéressés et le message de ce staff technique passe facilement dans les vestiaires et sur le terrain », avait précisé Rémy Ayayos Ikounga. Au vu des résultats, Nash qui restera coach de l'AC Léopards la saison prochaine demeure convaincu que les objectifs du club en compétition africaine n'ont pas changé.

James Golden Eloué

RÉFLEXION

Grand'messe à Manhattan

Comme chaque année se tient à New York, au cœur de l'île de Manhattan et dans le vaste palais de verre élevé sur les berges de l'East River qui abrite l'Organisation des Nations unies, la grand-messe de l'Assemblée générale à laquelle participent tous les dirigeants ou presque que compte la planète Terre. Une rencontre symbolique qui débat, à grand renfort d'effets de manche, des questions vitales que pose l'évolution du monde, mais dont les résultats sont la plupart du temps plus théoriques que concrets et donc incapables de changer le cours des événements.

Tout indiquant qu'il en ira de même cette année il semble que l'on n'ait rien à attendre de très nouveau de cette rencontre, cela alors même que, de façon paradoxale, l'humanité se trouve confrontée aux

redoutables menaces que portent en eux les conflits ouverts ou latents qui déchirent le Proche et le Moyen-Orient, l'Afrique du nord, l'Afrique orientale, l'Afrique centrale, l'Asie, l'Europe de l'Est, mais sans doute plus encore la dégradation continue de l'environnement dans lequel se meurt notre espèce depuis des centaines de milliers d'années. D'où la tentation qui s'impose au fil du temps de ne pas regarder ce qui se passe lors de la rencontre annuelle vers laquelle affluent les dirigeants des cent quatre-vingt-douze nations qui se partagent l'espace terrestre.

Cette année, pourtant, à la différence de ce qui s'est passé tout au long des dernières années les lignes diplomatiques pourraient bouger sérieusement, faisant de cette soixante-douzième édition de l'Assemblée générale des Nations Unies un événement histo-

rique. Ceci pour les trois raisons que voici :

° D'abord parce que parmi les chefs d'Etat présents dans le Palais de verre se trouvent des hommes imprévisibles comme l'Américain Donald Trump dont les propos quelque peu provocants sur des affaires sensibles pourraient générer des réactions musclées de la part des dirigeants des autres grandes puissances, en particulier le Russe Vladimir Poutine et le Chinois Xi Jinping.

° Ensuite parce que les conflits qui dévastent la Syrie, l'Irak et la Libye, qui engendrent des migrations humaines - vers l'Europe notamment - d'une ampleur jamais vécue jusqu'à présent, qui permettent aux forces obscures et aux terrorismes de proliférer en toute impunité font peser sur de vastes régions du monde des menaces d'une ampleur inégalée.

° Enfin parce que la menace d'un

conflit généralisé, que l'on croyait ingénument écartée avec le rééquilibrage des rapports entre les Grands, semble refaire surface comme le prouvent les tensions croissantes en Extrême-Orient et tout particulièrement l'entrée de la Corée du nord dans le cercle très fermé des puissances nucléaires.

Rien n'est jamais écrit d'avance sur la scène internationale, mais il se pourrait bien que cette soixante-douzième Assemblée générale des Nations unies voit se préciser les contours d'une opposition entre les nations qui susciterait de graves menaces pour la paix mondiale.

Attendons et voyons. Le pire n'est jamais sûr dans le monde où nous vivons et dans le temps qui est le nôtre. Mais la vigilance internationale s'impose plus que jamais.

Jean-Paul Pigasse